Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Traquer l'ingérence étrangère à Hong Kong

L'avocat Lawrence Ma affirme que les États-Unis ont soutenu les manifestations par l'intermédiaire de groupes tels que le NED.

Par Pepe Escobar
Mondialisation.ca, 11 octobre 2019

Région : Asie
Thème: Désinformation médiatique

Lawrence YK Ma est président du conseil exécutif de la Hong Kong Legal Exchange Foundation et directeur de la China Law Society, de la Chinese Judicial Studies Association et de la Hong Kong Legal Exchange Foundation. Il trouve également le temps d'enseigner le droit à l'Université Nankai de Tianjin.

Ma est l'expert à consulter dans ce qui est sans doute le sujet le plus sensible à Hong Kong : il suit de près l'ingérence étrangère apparente dans la Région Administrative Spéciale (RAS).

En Occident, dans des circonstances similaires, il serait une vedette des médias. En souriant, il m'a dit que les journalistes locaux, qu'ils travaillent en anglais ou en chinois, lui rendent rarement visite, sans parler des étrangers.

Lawrence Ma m'a reçu à son bureau de Wanchai samedi matin dernier après une « journée sombre » de déchaînement, comme l'a décrit le gouvernement de la RAS. Il n'a pas tardé à attirer mon attention sur une pétition demandant une « *enquête des Nations unies sur l'implication des États-Unis dans les émeutes de Hong Kong*« .

Il m'a fait voir une copie du document, dans lequel figurent la République Populaire de Chine en tant que requérante, les États-Unis d'Amérique en tant que pays défendeur et la Hong Kong Legal Exchange Foundation en tant que requérante ex parte. Ce document a été soumis le 16 août au Conseil de sécurité de l'ONU à Genève, à l'intention du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Dans le document, le sujet II traite des « *organisations, groupes, entreprises, partis politiques ou individus* » et des « *manifestants, étudiants et dissidents formés de première ligne*« .

Comme on pouvait s'y attendre, le National Endowment for Democracy des États-Unis figure dans la documentation : ses subventions les plus importantes de 2018 ont ciblé la Chine, légèrement devant la Russie.

Le NED a été fondé en 1983 après que des opérations secrètes en série de la CIA à travers le Sud Global aient été exposées.

En 1986, le président du NED, Carl Gershman, a déclaré au *New York Times* : « *Il serait terrible pour les groupes démocratiques du monde entier d'être considérés comme subventionnés par la CIA. Nous l'avons vu dans les années 60, et c'est pour ces raisons que cela a été abandonné*« . Comme l'article du Times l'expliquait à propos du NED :

« *À certains égards, le programme ressemble à l'aide apportée par la Central Intelligence Agency dans les années 1950, 1960 et 1970 pour soutenir les groupes politiques proétasuniens. Mais cette aide était clandestine et, d'après des enquêtes ultérieures du Congrès, on a souvent utilisé des articles de journaux et d'autres formes d'informations intentionnellement trompeuses. Le financement actuel est largement public – malgré le souhait de certains bénéficiaires de garder certaines activités secrètes – et semble être accordé dans le but de renforcer le pluralisme politique, plus large que les objectifs de la CIA de promouvoir le pro-Étasunisme*« .

Ce n'est donc un secret pour personne, dans tout le Sud Global, que sous le couvert d'un parapluie bénin de promotion de la démocratie et des droits de l'homme, le NED fonctionne comme un mécanisme de pouvoir douxqui intervient activement dans la politique et la société. L'Ukraine, le Venezuela et le Nicaragua en sont des exemples récents. Dans de nombreux cas, il favorise le changement de régime.

Le conseil d'administration du NED comprend Elliott Abrams, qui a joué un rôle déterminant dans le financement et l'armement des Contras au Nicaragua, et Victoria Nuland, qui a supervisé le financement et l'armement des milices en Ukraine que certains experts ont qualifié de néo-fascistes.
Le NED offre des subventions par l'intermédiaire de diverses branches. L'une d'elles est le National Democratic Institute, qui est actif à Hong Kong depuis la rétrocession de 1997. Voici certaines des subventions offertes par le NED à Hong Kong en 2018.

Au moins une publication basée à Hong Kong a pris la peine d'étudier les relations locales du NED, publiant même un tableau de la structure organisationnelle de protestation contre l'extradition. Mais aucune des preuves n'est concluante. Tout au plus la publication pouvait-elle dire :

« *Si nous analysons l'implication historique du NED dans Occupy Central et la séquence des événements qui ont eu lieu à partir de mars 2019, il est fort possible que les Étasuniens soient potentiellement impliqués dans les troubles civils actuels via le NED – bien que de manière non concluante*« .

Le sujet III de la pétition envoyée à l'ONU traite des « *opérations coordonnées, dirigées et secrètement commandées sur le terrain ; connivence avec des médias compatibles locaux et favorables étasuniens afin de présenter une nouvelle couverture biaisée*« .

En ce qui concerne la « coordination », l'agent politique principal est Julie Eadeh, basée au consulat des États-Unis après un précédent séjour au Moyen-Orient. Eadeh est devenue une vedette virale en Chine lorsqu'elle a été prise en photo lors d'une rencontre dans le hall du Marriott avec Anson Chan et Martin Lee, proches alliés de Jimmy Lai, fondateur du Apple Daily, et Joshua Wong et Nathan Law, les dirigeants du mouvement protestataire.

Le département d'État US a réagi en qualifiant le gouvernement chinois de « voyou » pour la divulgation de photographies et de renseignements personnels sur Eadeh.

Le NED et Eadeh font également l'objet d'autres accusations dans le sujet IV de la pétition (« *Enquête sur les différentes institutions*«).

Tout dans la Loi fondamentale

Ma est l'auteur d'un livre exhaustif et largement annoté, « *La Loi fondamentale de Hong*

Kong : Principes et Controverses« , publié par la Hong Kong Legal Exchange Foundation.

Maria Tam, membre du Comité de la Loi fondamentale de la RAS de Hong Kong et de l'Assemblée populaire nationale de Chine, salue l'analyse de l'ouvrage sur l'interprétation ultra-sensible de la Loi fondamentale, affirmant que « *le système de loi commune n'a pas été affecté, son indépendance judiciaire restant la meilleure en Asie*« , Hong Kong étant fermement classée – au moins à ce jour – « *la troisième voie la plus privilégiée pour un arbitrage international*« .

Dans ce livre, Ma analyse en détail les points les plus fins de la politique d'endiguement de la Chine. Mais il ajoute aussi la culture au mélange, par exemple en examinant les travaux de Liang Shuming (1893-1988) sur la compatibilité philosophique du confucianisme chinois traditionnel avec la technologie occidentale. Liang a fait valoir que le choix de la Chine, en termes frappants, était entre l'occidentalisation massive ou le rejet total de l'Occident.

Mais Ma touche vraiment un point sensible lorsqu'il examine le rôle unique de Hong Kong – et son positionnement – en tant que vecteur de la politique d'endiguement de la Chine, facilité par un sentiment anticommuniste dominant et l'absence d'une loi de sécurité nationale.

C'est quelque chose que l'on ne peut comprendre sans examiner les vagues successives d'émigration vers Hong Kong. La première a eu lieu pendant la guerre civile communiste-nationaliste (1927-1950) et la guerre sino-japonaise (1937-1945) ; la seconde, pendant la révolution culturelle (1966-1977).

Ma cite de façon significative un sondage de 1982 qui affirmait que 95 % des personnes interrogées étaient en faveur du maintien de la domination britannique. Tous ceux qui ont suivi la rétrocession de Hong Kong en 1997 se souviennent de la peur généralisée de voir des chars chinois arriver à Kowloon à minuit.

En résumé, Ma fait valoir que, pour Washington, ce qui compte, c'est de « *rendre l'île chinoise de Hong Kong aussi difficile à gouverner que possible pour Pékin*« .

S'intégrer ou périr

Quiconque prend le temps d'étudier attentivement les complexités de la Loi fondamentale peut voir comment Hong Kong est une partie indivisible de la Chine. Des centaines de millions de Chinois du continent ont maintenant vu ce que la « démocratie » des Black Bloc – vandaliser la propriété publique et privée – a fait pour ruiner Hong Kong.

On peut soutenir qu'à long terme, et après une inévitable opération de nettoyage, l'ensemble du drame ne peut que renforcer l'intégration de Hong Kong à la Chine. Ajoutez à cela que la Chine, Macao, Singapour, la Malaisie et le Japon ont séparément demandé aux autorités de Hong Kong une liste détaillée des émeutiers des Black Bloc.

Dans mes conversations de ces derniers jours avec des Hongkongais informés – des hommes et des femmes d'affaires matures qui comprennent la Loi fondamentale et les relations avec la Chine – deux thèmes ont été récurrents.

L'une est la faiblesse du gouvernement de Carrie Lam, qui a laissé entendre que les personnes de l'extérieur qui ne souhaitaient pas être bienveillantes savaient que son service de police en sous-effectif et surchargé ne serait pas en mesure d'assurer la sécurité dans la

ville. En même temps, beaucoup ont fait remarquer à quel point la réaction de Washington et de Londres à l'approbation de la loi anti-masque par les règlements d'urgence a été – étonnamment – limitée.

L'autre thème est la décolonisation. Mes interlocuteurs ont fait valoir que la Chine ne « contrôlait » pas Hong Kong ; si elle le faisait, il n'y aurait jamais eu d'émeutes. Ajoutez à cela que Lam a peut-être reçu l'ordre de ne rien faire, de peur qu'elle ne gâche encore plus une situation incandescente.

Maintenant, c'est un tout nouveau jeu de balle. Pékin, même discrètement, insistera pour que soit purgée toute personne dans la fonction publique qui serait identifiée comme anti-Chine. Si Lam continue d'insister sur son bien-aimé « dialogue », elle pourrait être remplacée par un PDG pragmatique tel que CY Leung ou Regina Ip.

Au milieu de tant de tristesse, il y a peut-être une lueur d'espoir. Et cela concerne le projet Greater Bay Area. Mes interlocuteurs ont tendance à croire qu'après la fin de la tempête et après avoir soigneusement étudié la situation pendant quelques mois, Pékin élaborera bientôt un nouveau plan pour renforcer encore davantage l'intégration de Hong Kong dans l'économie continentale.

La première étape consistait à dire aux magnats de Hong Kong de se ressaisir et d'être plus socialement responsables. La deuxième consistera à convaincre les entreprises de Hong Kong de se réinventer pour de bon et de réaliser des profits dans le cadre de la Greater Bay Area et des Nouvelles Routes de la Soie, ou Initiative Ceinture et Route.

Hong Kong ne prospérera que si elle est connectée, pas déconnectée. C'est peut-être l'argument ultime – profitable – contre toute forme de sabotage étranger.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



Tracking Foreign Interference in Hong Kong

Cet article a été publié initialement en anglais par Asia Times.

Traduction Réseau International

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Pepe Escobar, Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : Pepe Escobar

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca